

Siagro 2004 - Le lait et les produits transformés : Les professionnels ont le blues

(Article paru dans Le Quotidien du 8/04/2004)

Tout n'est pas agréable chez les producteurs et transformateurs des produits laitiers. Si ce n'est l'insuffisance de la matière première, ce sont l'inconstance du lait en poudre, et le coût élevé des intrants qui freinent le développement de la filière. D'où une réelle nécessité à mieux organiser les industries et unités de production et de transformation des produits laitiers.



De manière générale, le lait consommé au Sénégal provient de la production de ces vaches bien entretenues en Europe. (Photo:)

Le lait, dit-on, est un élément complet, essentiel à la bonne santé des individus. D'ailleurs, il est recommandé à toute personne normale d'en prendre au moins un demi-litre par jour ainsi que ses produits dérivés comme

le fromage à l'ordre de 18 à 20 grammes et le yaourt qui prolongerait la vie. Mais la consommation de ces aliments vitaux relève actuellement d'un luxe à cause de leur inaccessibilité et leur cherté.

Seulement, si la consommation du lait en elle même n'est pas donnée à toutes les couches de la population, celle des produits transformés dérivés de cet aliment devient beaucoup plus inévidente pour les populations. Par ailleurs l'écoulement des produits pose un véritable problème aux acteurs de ce secteur. C'est l'avis de Aminata Diakité Guèye, directrice de production aux Nouvelles productions de yaourt au Sénégal (Noproyas), à l'occasion de la quatrième édition du salon international des industries et techniques agricoles (Siagro). Elle souligne les difficultés des industries et unités de transformation des produits laitiers

L'INSUFFISANCE DE LA MATIERE PREMIERE

Pour Mme Guèye, il n'y a pas de sous-production de produits transformés comme le prétendent certains observateurs. Seulement, les produits ne sont pas à la portée des populations. La raison de la hausse des prix s'explique, selon la directrice, par le fait que les exploitants éprouvent eux aussi des difficultés à avoir la matière première qu'est le lait naturel. Cette limite à l'expansion de cette filière résulte d'une part de la faiblesse de l'offre localisée dans des zones enclavées et d'autre part, de la dispersion de la production. Cecile Broutin, du Groupe de recherches et d'échanges technologiques, soutient que les études menées au Sénégal montrent que les productions laitières commerciales proviennent souvent de petits élevages de type traditionnel et ne dépassent pas plus de trois litres par jour et par tête. A cela s'ajoute l'éloignement des zones de production par rapport aux zones de consommation et de transformation.

D'autre part, la technicienne note le coût élevé de la collecte du lait naturel et les coûts du transport des produits qui n'offrent pas cependant toutes les garanties liées à l'état des routes et aux rigueurs de conservation en cours de route. Ainsi, seuls 15 à 20 % de la production à transformer provient de l'élevage. En effet, la conjugaison de tous ces facteurs constitue un réel handicap aux acteurs du secteur qui, en guise de solution, sont obligés de recourir au lait en poudre.

INCONSTANCE DU LAIT EN POUDRE

A ce niveau aussi, les professionnels évoquent la cherté du produit bien que l'Uemoa ait décidé d'alléger les taxes sur les produits laitiers. En effet, explique Mme Guèye, «le lait importé désormais utilisé comme matière première n'offre pas toutes les garanties d'une bonne exploitation dans la mesure où sa ligne de prix n'est pas stable à cause des fluctuations du cours mondial, donc nous sommes contraints de subir les revers, ce qui influe négativement et à juste raison sur le coût de nos

produits. Il s'y ajoute que les ruptures dans les différentes catégories de lait provoquent des incidences aussi bien dans le goût que dans la qualité des produits transformés».

Or, se désole Mme Broutin, l'accentuation de cet impair résulte d'une absence de politique publique si l'on sait que les importations de lait en poudre sont estimées à près de 30 milliards Cfa par année générant ainsi des ressources à l'Etat. Autre contrainte relevée dans ce domaine, c'est l'inadaptation des techniques de transformation surtout que peu d'unités disposent de moyens pour se procurer le matériel technologique adéquat.

Ainsi, poursuit-elle, les méthodes utilisées sont artisanales dans la mesure où les exploitants sont constitués principalement de semi-industriels ou de petites unités et ces limites influent sur les procédés et la qualité des produits d'où des échecs répétés de certains professionnels. Et, les produits proposés défient les normes sanitaires jugées très élevées au niveau mondial alors qu'au niveau local, «on assiste à une absence de normes, à l'absence de réglementation ou à sa non-application».

CHERTE DES INTRANTS

Outre ces aspects qui freinent le développement de cette filière, se greffe la cherté des intrants comme le sucre qui, de l'avis de la responsable-qualité de Noproyas, est essentiel à la transformation mais n'assure pas les qualités pour une meilleure utilisation. Elle explique que cet intrant se présente parfois sous des aspects divers en ce sens «qu'on note souvent la présence de certaines particules solides qui altèrent la qualité esthétique des produits. Sans compter les emballages dont les prix flambent sous l'effet de la supériorité de la demande par rapport à l'offre».

Le défi de la commercialisation est aussi à relever car elle souffre des conditions nécessaires à une bonne conservation des produits. L'écoulement de la production transformée relevant des grossistes et des détaillants, ces derniers sont confrontés à la maîtrise de la chaîne de froid essentielle pour assurer la durée de consommation des produits. «D'ailleurs, compte tenu du fait que les principaux partenaires que sont les vendeurs, par souci d'économiser de l'énergie et d'amoindrir les charges, sont obligés de nous retourner des produits déjà avariés ou invendus, cela constitue des pertes supplémentaires. Ce à quoi s'ajoutent la rude concurrence dans le milieu et l'absence de réglementation et de stabilisation des prix», constate Aminata Diakité Guèye.

DE LA NECESSITE A REORGANISER LE SECTEUR

Le marché des produits laitiers est loin d'être saturé, mais n'est pas sans connaître des difficultés. Ainsi, propose Mme Guèye, il y a urgence à créer un cadre de concertation entre les différents acteurs pour assurer sa survie.

Il s'agit d'uniformiser les grilles de prix et par cette même occasion sauver les moins nantis et faire face à la rude concurrence des importations. Cette démarche passe selon Cécile Broutin par la définition d'une bonne politique publique dans ce domaine en favorisant une croissance des petites entreprises par des appuis en financement ou un allègement des taxes afférentes. Mais aussi, il faut faire la promotion d'une utilisation même partielle du lait frais naturel dans les petites et moyennes entreprises, surtout que ce secteur contribue à garantir la sécurité alimentaire en zone urbaine.

Toutefois, les professionnels restent convaincus que le développement de ce secteur doit résulter de l'accessibilité et de l'adaptation des produits aux attentes des consommateurs et au besoin de leur pouvoir d'achat. «Il faut ainsi accompagner les efforts réalisés par l'appui au développement de la production et créer une connexion entre la production en zone rurale et la transformation en zone urbaine», soutiennent-ils.

Ndiaga NDIAYE

ENTRETEIN AVEC...Dr Moustapha Diaw : Directeur du Projet d'appui à l'élevage (Papel) «La production de lait est faible, la consommation par tête d'habitant en deçà des normes requises»

Qu'est-ce que le Papel ?

Le Papel est le projet d'appui à l'élevage qui a été mis en place par les pouvoirs publics et qui en est à sa deuxième phase. La première phase a démarré en 1992 et s'est terminée en 1998. La deuxième a démarré en 2002 et se poursuivra jusqu'en décembre 2007. L'objectif ainsi assigné est principalement la production laitière, la production de viande et la production de moutons de Tabaski. Et ceci, en essayant de promouvoir l'élevage au niveau de six régions du Sénégal que sont Kaolack, Fatick, Diourbel, Louga, Saint Louis et Matam.

L'on a noté un déficit important dans la production de lait au niveau du pays, quels sont les mécanismes que cette structure a mis en place ou compte mettre en place pour corriger les manquements ?

Vous avez parfaitement raison car si on considère la consommation de lait par tête d'habitant et par an qui est de 27 litres, elle est très faible et est en deçà des normes admises et au regard du niveau de consommation enregistré dans certains pays développés. Mais, cette production est très faible aussi par rapport aux montants financiers dégagés chaque année pour l'importation de produits laitiers par le Sénégal qui est de l'ordre de 37 milliards de francs Cfa.

Seulement, il faut analyser les mécanismes par rapport aux contraintes dont les variétés animales. Les races que nous avons dans le pays ont un niveau de production très faible qui est estimé à trois litres par jour comparés aux races européennes qui peuvent produire jusqu'à quarante litres par jour.

Autre aspect, ce sont les conditions d'élevage actuellement à dominante extensive qui dépend largement beaucoup plus de besoins alimentaires et de disponibilité en ressources naturelles. Ce qui ne facilite pas un niveau de production élevé. Il s'y ajoute que pendant certaines périodes de l'année, nous avons un déficit de production et les capacités de collecte et de transformation dans ces zones où les déficits sont enregistrés sont relativement limitées.

L'autre élément est d'ordre organisationnel car il y a différents types d'acteurs qui interviennent dans la filière laitière aussi bien dans la production que dans la transformation et de la consommation.

Et pour développer une filière, il faut qu'il y ait des organisations de professionnels fortes capables de jouer leur rôle mais capables aussi d'influer sur les décisions prises concernant cette filière.

Ainsi le Papel a mis en place des stratégies en travaillant surtout sur l'insémination artificielle : relever le potentiel génétique du cheptel. Dans ce cadre, nous avons beaucoup travaillé pour la proximité des troupeaux afin que le service d'insémination puisse être disponible à la demande des producteurs.

Nous avons aussi mis l'accent sur la formation en appuyant trois écoles de formation professionnelle pour démultiplier le nombre d'inséminateurs et augmenter significativement le potentiel laitier sans oublier les stratégies de stabilisation du cheptel à travers une unité de production mixte intensifiée.

Il faut aussi y ajouter la réhabilitation de huit centres de collectes dans la zone sylvo pastorale et l'installation prochaine de prototypes de laiteries. L'autre mécanisme actionné, c'est l'accès au crédit en ce sens que l'investissement nécessite l'apport des services financiers. Enfin, il y a l'émergence d'organisations de professionnels de la filière laitière.

Du point de vue de la transformation, les professionnels se plaignent de l'inaccessibilité du lait naturel, alors, avez-vous défini des politiques allant dans le sens de résoudre ce problème ?

C'est un réel problème qui découle de la dispersion de la production. Et les frais pour faire la collecte sont très importants. Les professionnels, par souci de rentabilité peuvent hésiter à déployer toute la logistique nécessaire pour faire la collecte du lait.

Toutefois, il y a eu des améliorations avec la réhabilitation des huit centres de collecte de Dahra de même que le transport au niveau de Dakar où 80 % de ce lait sont achetés par des industriels de la place avant d'être transformés et mis sur le marché.

Il y a certes des efforts qui ont été consentis et qu'il faut intensifier. Ce problème est commun à presque à tous les pays où la filière laitière se développe et où ce sont de petits producteurs qui assurent l'essentiel de la production de lait destinée aux industriels pour la transformation. Il suffit de mettre toute une logistique pour que cette production soit acheminée vers ces unités de transformation tout en maintenant la qualité. C'est dans ce sens que nous travaillons actuellement.

Ndiaga NDIAYE